

[20 janvier 1950] (p. 417). — Prend part à la discussion du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République; Art. 4 : *Son amendement tendant à majorer de 4 milliards les investissements de la S. N. C. F.* [31 janvier 1950] (p. 777, 778). — Dépose une demande d'interpellation sur le scandale des rhums « Mamita » de Bordeaux [23 février 1950] (p. 1333). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950; Art. 2 : *Investissements pour la S. N. C. F.* [26 avril 1950] (p. 2898). — Dépose une demande d'interpellation sur les irrégularités commises par le tribunal militaire de Bordeaux pendant le procès de Mme Raymonde Dien [6 juin 1950] (p. 4329). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, en qualité de *Rapporteur* [9 juin 1950] (p. 4559, 4560); Chap. 1000 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'administration centrale, présentée par le Gouvernement* [12 juin 1950] (p. 4612); Chap. 4190 : *Demande de rétablissement des crédits pour les dépenses d'immigration en France, présentée par le Gouvernement* (p. 4630); Chap. 5080 : *Amendement de M. Dutard tendant à rétablir les crédits pour prophylaxie du cancer* (p. 4635); — d'une proposition de résolution relative aux dommages causés par les calamités agricoles : *Ses explications de vote* [20 juillet 1950] (p. 5654, 5655). — Dépose une demande d'interpellation sur l'arrestation et la condamnation du jeune patriote Claude Thomas à Bordeaux [25 juillet 1950] (p. 5931). — Prend part à la discussion du projet de loi instituant une aide financière aux victimes des calamités agricoles : *Discussion générale* [3 août 1950] (p. 6575). — Dépose une demande d'interpellation sur la mise à la disposition des forces américaines des ports de Bordeaux et de La Pallice [10 novembre 1950] (p. 7628). — Pose à M. le Président du Conseil une question relative à l'accord franco-américain concernant les ports de Bordeaux et de La Pallice [17 novembre 1950] (p. 7874, 7875). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 5140 : *Couverture du déficit de la S. N. C. F.* [19 décembre 1950] (p. 9306, 9307); —

du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement; Art. 11 *quater* : *Son amendement tendant à disjoindre l'article prévoyant un plan d'économies et de réformes* [29 décembre 1950] (p. 9830); — d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier et février 1951; Art. 23 : *Sa demande de disjonction de l'article relatif au financement des dépenses d'intérêt militaire (bases américaines en France)* [30 décembre 1950] (p. 9887, 9888); — du projet de loi portant dévolution des biens des entreprises de presse; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à supprimer l'alinéa exemptant d'impôts les indemnités prévues* [30 janvier 1951] (p. 522, 523); *Son amendement tendant à soumettre les indemnités aux taxes de mutation* (p. 525); — des interpellations sur le prix du tabac à la production : *Sa demande de clôture de la discussion générale* [20 février 1951] (p. 1388); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois d'avril 1951; Art. 1<sup>er</sup> : *Sa demande de disjonction de l'article relatif aux régimes d'assistance et de sécurité sociale* [21 mars 1951] (p. 2314). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'installation de forces américaines au port de Bordeaux [21 mars 1951] (p. 2469); — sur les revendications des travailleurs des tramways de Bordeaux [7 avril 1951] (p. 2908). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 3100 : *Contrôle des sérums et vaccins* [4 mai 1951] (p. 4530, 4531); Chap. 3490 : *Echange de personnel médical en vertu du traité de Bruxelles* (p. 4548); Chap. 4080 : *Protection infantile* (p. 4570, 4571).

#### **DUPUY (M. Marceau), Député de la Gironde.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission de l'éducation nationale [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3014),

[17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des finances [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission chargée d'enquêter sur les problèmes du vin [28 juin 1948] (p. 4060). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (application de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370), [26 janvier 1948] (p. 195), [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3049), [23 novembre 1948] (p. 7150).

### Dépôt :

Le 1<sup>er</sup> février 1951, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi (n° 9879) de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à l'organisation du service de santé scolaire, n° 12034.

### Interventions :

Est entendu dans la discussion : du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens de l'exercice 1947 (Budget général); Art. 2 *quinzième* : *Son amendement tendant à réduire la taxe spéciale sur les vins d'appellation contrôlée* [31 juillet 1947] (p. 3772, 3774, 3775, 3776); — du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail : *Sa motion préjudicielle* [29 novembre 1947] (p. 5322 et suiv.); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et relatif à diverses dispositions budgétaires; Art. 17 : *Amendement de M. Masson relatif aux droits sur les rhums* [30 décembre 1947] (p. 6598). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et l'équipement (Budget 1948); Etat A, EDUCATION NATIONALE; Chap. 947 : *Travaux d'aménagement sportif* [25 février 1948] (p. 1068); — d'une proposition de loi créant un Conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux; Art. 7 : *Amendement de M. Audeguil relatif à la perception des recettes du Conseil* [14 mai 1948] (p. 2634); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2638); — de la proposition de résolution relative à l'enseignement de l'éducation physique : *Discussion générale* [20 mai 1948] (p. 2806); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION; Chap. 404 : *Dispensaires antituberculeux* [29 juillet 1948] (p. 5052); EDUCATION NATIONALE; Chap. 161 : *Services extérieurs de la*

*jeunesse et des sports* [4 août 1948] (p. 5295, 5296); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et majoration d'impôts, amendé par le Conseil de la République; Art. 12 : *Son amendement tendant à substituer la date du 1<sup>er</sup> janvier 1940 à celle du 1<sup>er</sup> janvier 1936* [24 septembre 1948] (p. 6896). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative à l'attribution de bons d'achats d'automobiles aux sinistrés dont les voitures ont été réquisitionnées par les Allemands [26 novembre 1948] (p. 7265). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à la répartition de l'essence : *Discussion générale* [31 mars 1949] (p. 1918); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Education nationale : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> avril 1949] (p. 2001, 2002, 2003, 2008); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits pour le budget des P. T. T.; Etat A, Chap. 125 : *Contribution à la constitution des pensions de retraite* [12 avril 1949] (p. 2304); — des interpellations sur les incendies de forêts des Landes : *Discussion générale* [19 janvier 1950] (p. 377); — des interpellations sur les prix agricoles : *Discussion générale (Ses observations sur la motorisation de l'agriculture)* [25 janvier 1950] (p. 495); — d'une proposition de loi relative au Conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de Mme Reyraud tendant à limiter les cotisations à 8 francs par hectolitre* [30 mars 1950] (p. 2674); *Amendement de Mme Reyraud tendant à ne pas rendre obligatoires les cotisations* (ibid.); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; P. T. T., Chap. 0010 : *Ses observations sur le reclassement des agents des P. T. T.* [3 mai 1950] (p. 3198); EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale (Ses observations sur l'éducation physique, le carnet de santé, les clubs sportifs)* [22 juin 1950] (p. 5165, 5166, 5167, 5168); Chap. 3590 : *Matériel de l'hygiène scolaire* [18 juillet 1950] (p. 5527). — Est entendu sur une attribution de compétence pour l'examen d'une proposition de loi relative à l'organisation du service de santé scolaire [22 juin 1950] (p. 5132). — Dépose une demande d'interpellation sur l'indemnisation des victimes des récentes calamités agricoles (*Orages de grêle en Gironde*) [24 juin 1950] (p. 5257). — Prend part à la discussion

du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale ; Art. 3 : *Son amendement tendant à sectionner les départements de plus de 850.000 habitants* [21 mars 1951] (p. 2328) ; *Son amendement tendant à sectionner le département de la Gironde* (p. 2328, 2329) ; Art. 12 bis : *Son amendement relatif aux modalités de sectionnement de la Gironde* (p. 2333) ; Art. 3 : *Découpage de la Gironde* (p. 2447).

**DUQUESNE (M. Jules), Député du Nord**  
(2<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1946] (p. 103), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission de comptabilité [14 décembre 1948] (p. 7566, 7567) ; de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3011), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (Application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370), [30 novembre 1948] (p. 7302) ; *Session du 1<sup>er</sup> juin 1949* [7 juin 1949] (p. 3172).

**Dépôts :**

Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant au reclassement du personnel des Caisses d'assurances sociales et des Compagnies d'accidents du travail, recruté après le 1<sup>er</sup> juin 1945, dans les nouveaux organismes de la sécurité sociale, n<sup>o</sup> 27. — Le 25 février 1947, une proposition de loi tendant à compléter l'article 9 de la loi du 22 août 1946 relatif aux bénéficiaires des allocations familiales, n<sup>o</sup> 723. — Le 5 mars 1947, une proposition de loi tendant au reclassement : 1<sup>o</sup> du personnel des Caisses d'assurances sociales et des Compagnies d'accidents du travail, recruté après le 1<sup>er</sup> juin 1945, dans les nouveaux organismes de la Sécurité sociale ; 2<sup>o</sup> du personnel des Caisses d'assurances sociales vieillesse et décès et vieillesse-invalidité et décès dans les caisses régionales d'assurance-vieillesse instituées par la loi n<sup>o</sup> 46-1146 du

22 mai 1946, n<sup>o</sup> 823. — Le 11 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi complétant les articles 174 et 176 du livre II du Code du travail, n<sup>o</sup> 1998. — Le 11 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Bouxom et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 5 de la loi du 22 août 1946 sur les prestations familiales, n<sup>o</sup> 2000. — Le 16 décembre 1947, un avis au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I. le projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel ; II. les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Jean Cayeux et plusieurs de ses collègues tendant à modifier en faveur des jeunes ménages n'ayant pu cohabiter, du fait de la guerre, les modalités de la procédure de logement d'office ; 2<sup>o</sup> de M. Lecourt et plusieurs de ses collègues tendant à : a) porter prorogation jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 1947 de l'ordonnance du 28 juin 1945 relative aux locaux d'habitation ou à usage professionnel ; b) permettre à certaines personnes l'exercice du droit de reprise de locaux d'habitation ; c) fixer l'étendue de la prorogation résultant de la loi du 28 mars 1946 ; d) protéger les locataires contre les spéculations des ventes d'immeubles par appartements ; e) renforcer la lutte contre les abus de certaines sous-locations ; 3<sup>o</sup> de M. Minjot et plusieurs de ses collègues tendant à compléter et à modifier l'ordonnance du 28 juin 1945 relative aux locaux d'habitation et à usage professionnel ; 4<sup>o</sup> de M. Guiguen et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 28 mars 1946 relative aux locaux d'habitation ou à usage professionnel ; 5<sup>o</sup> de M. Frédéric-Dupont tendant à compléter la loi du 28 mai 1943 relative à l'application aux étrangers des lois en matière de baux à loyer et de baux à ferme ; 6<sup>o</sup> de M. Joseph Denais tendant à réglementer les conditions dans lesquelles peuvent être expulsés des locataires de bonne foi ; 7<sup>o</sup> de MM. Courant et René Coty tendant à exonérer les propriétaires sinistrés de la contribution prévue par l'ordonnance du 28 juin 1945 sur le Fonds national d'amélioration de l'habitat ; 8<sup>o</sup> de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à proroger jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1947 la législation actuellement en vigueur sur les loyers à usage d'habitation et profession-